

***Les années 68 :
événements, cultures politiques et modes de vie***

Lettre d'information n°9

Séance du 15 mai 1995

1968 vu d'Allemagne

par INGRID GILCHER-HOLTEY

Robert Frank

La séance animée par les deux intervenants d'aujourd'hui, Ingrid Gilcher-Holtey, professeur à l'université de Bielefeld et Etienne François, directeur du Centre franco-allemand de recherches en sciences sociales à Berlin, sort du cadre de l'hexagone comme cela avait déjà été le cas lors des deux séances animées par Karel Bartosek et Luisa Passerini. Ingrid Gilcher-Holtey a écrit un livre sur 68, *Die Phantasie an die Macht. Mai 68 in Frankreich* (Frankfurt, Suhrkamp, 1995). En 1993, pour le 25^e anniversaire du mouvement de 1968, le Centre franco-allemand a organisé un colloque à Leipzig.

ÉTIENNE FRANÇOIS

L'exposé « 68 vu d'Allemagne » que nous ferons à deux ne partira pas d'un point de vue allemand au sens strictement national mais il sera allemand sous l'angle de l'approche et des traditions scientifiques dans lesquelles il s'insère. Il est la retombée à la fois de nombreuses discussions que nous avons eues ensemble Ingrid et moi, et aussi du colloque organisé en mai 1993 « 1968, année européenne ? » dans lequel nous avons essayé, avec un succès inégal, d'avoir une approche qui soit dénationalisée de l'année 68. Le colloque avait été organisé autour des cinq questions suivantes :

– Qu'en est-il de la réalité européenne de cette année 1968 ? Puisque, si 68 est perçu comme une année européenne, dans le concret de ses manifestations il s'exprime dans des formes très spécifiquement nationales

– Le thème de la surprise et de la durée : la tendance des recherches menées ces dernières années est d'insister sur le fait que 68 n'est qu'un moment dans une évolution très longue, qui a accéléré des processus qui avaient déjà commencé antérieurement et qui se poursuivront plus tard et de replacer cet événement dans la longue durée. Cependant, l'événement a eu lieu, il a aussitôt été perçu comme une rupture, et il faut saisir les liens entre la rupture comme réalité et comme perception et la longue durée des processus que les historiens d'aujourd'hui s'appliquent à dégager.

– L'événement, l'imaginaire et la mémoire : nous avons été sensibles au fait que dans l'ensemble des pays considérés, il y avait des liens très étroits entre les thèmes porteurs des mouvements de 1968 et l'image qui s'en était constituée d'une part, et d'autre part, les traditions des histoires nationales spécifiques ou plutôt leurs imaginaires. On remarque par exemple que la thématique très complexe des rapports entre polonité et judaïté est centrale dans le 68 polonais, que le problème du rapport au nazisme est central dans le 68 allemand, que le 68 français a renoué avec toute une série de thèmes et d'images de l'imaginaire historique français (barricades, 1936 etc.)

– Comment interpréter le fait que dans presque tous les pays concernés par 68, les intellectuels et les étudiants aient occupé une place si importante, une place factuelle, mais aussi dans la perception que l'on a eue des événements ? C'est particulièrement frappant en France : l'originalité de 68 en France c'est la conjonction du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant, mais on ne parle pratiquement plus que du mouvement étudiant. Quelles en sont les retombées sur les pratiques et les interrogations des sciences sociales ?

– Quels sont les liens entre 1968 et 1989 ? 1989 est-il le prolongement de 1968 ou au contraire l'inversion et le démenti de ce qui s'est passé en 1989.

Nous avons eu la chance dans ce colloque d'avoir à la fois des Allemands de l'Ouest et de l'Est. C'est à ce niveau là que l'on a eu les apports les plus novateurs, en particulier avec ce que nous ont apporté les historiens d'Allemagne de l'Est ou ceux d'Allemagne de l'Ouest travaillant à partir des sources de la RDA sur ce qui s'est passé en RDA en 1968.

Je voudrais maintenant présenter rapidement Ingrid Gilcher-Holtey et l'enquête dont elle va vous présenter les résultats.

Son exposé tout d'abord, n'est pas celui d'une historienne allemande spécialiste de la France. Sa démarche est essentiellement conceptuelle, très marquée par les traditions de la sociologie allemande qui est beaucoup plus conceptuelle que la sociologie française. La tradition issue de Max Weber a été renouvelée par le contact avec les sciences sociales des pays anglo-saxons. C'est à partir des interrogations formulées – entre autre – à la lecture de Max Weber, qu'Ingrid a élaboré son sujet

d'enquête. De ce point de vue, cette approche est dé-nationale.

La spécificité de son approche se traduit par plusieurs caractéristiques : la volonté de bien préciser les concepts auxquels on a affaire (éviter une histoire descriptive ou empiriste) ; essayer d'élaborer des modèles de compréhension analytiques pour échapper là aussi aux dangers de la description ou de l'illusion de l'événement qui se déroule de lui-même ; le recours au comparatisme comme une méthode permettant de mieux comprendre un problème par des confrontations ; le recours indirect à une tradition allemande beaucoup plus ancienne qui est celle de Ranke, avec l'idée que si on fait de l'histoire c'est pour savoir comment les choses se sont passées effectivement.

Ce travail qui est très méthodique et systématiquement comparatif entre la France et l'Allemagne, n'est pas allemand dans la mesure où il repose, non seulement sur des dépouillements d'archives très étendus, mais aussi sur des interactions avec la recherche française (Pierre Bourdieu, Edgar Morin) et avec les acteurs. Ce travail est peut-être dans ses origines allemand, mais dans son résultat c'est foncièrement un travail franco-allemand.

EXPOSE D'INGRID GILCHER-HOLTEY
(Traduction : Etienne François)

En France comme en République fédérale, 68 est devenu le concept et le symbole d'événements qui ont marqué en profondeur la mémoire collective et représentent une césure de l'histoire de l'après-guerre. Si le déroulement des événements qui ont caractérisé l'année 1968 a fait l'objet de multiples descriptions, la signification à leur apporter reste en revanche très controversée – alors comme aujourd'hui. Nombre de contemporains et de sociologues ont vu dans les événements de 68 un mouvement de jeunesse et une révolte estudiantine ; d'autres y ont vu une révolution culturelle, une « régression romantique » ou un « carnaval ». Plutôt que de me livrer à un inventaire critique de ces interprétations, mon intention aujourd'hui est de vous exposer ce qu'à mon avis les événements de 1968 « furent effectivement » (pour reprendre l'expression de l'historien Ranke). De mon point de vue, ces événements sont l'expression de mouvements sociaux que je me propose d'analyser avec vous en prenant appui sur les problématiques et les concepts, les méthodes et les hypothèses des enquêtes consacrées aux mouvements sociaux par les sciences sociales. En procédant ainsi, je m'inscris dans ce courant de la recherche historique allemande qui privilégie l'approche analytique et que l'on qualifie habituellement d'« histoire de la société » (*Gesellschaftsgeschichte*). Cette approche présente, à mon avis, l'avantage de permettre une interprétation d'ensemble de la complexité événementielle des événements de 1968 ; elle se prête par ailleurs particulièrement bien à la mise en oeuvre d'une comparaison systématique entre des événements qui se sont déroulés dans des contextes nationaux différents. Je tenterai

aujourd'hui cette comparaison en partant des exemples allemands et français.

Les mouvements sociaux sont, pour reprendre la définition qu'en donnent les sciences sociales

« un système d'action reposant sur une certaine durée et s'appuyant sur une identité collective, de groupes et d'organisations mobilisés en réseaux et qui, grâce à l'usage de mouvements de protestation publics, suscitent, empêchent ou annulent un changement social ».

En quoi le mouvement de 68 en France et en Allemagne diffèrent-ils ? Qu'ont-ils en commun ? Pour des raisons de commodité et de clarté, je retiendrai, pour opérer cette comparaison, quatre niveaux d'analyse : la dynamique du processus de mobilisation ; les groupes porteurs des mouvements de protestation ; les objectifs et le système d'interactions entre le mouvement et les organisations intermédiaires d'un côté, entre le mouvement et l'État de l'autre.

Si l'on compare 68 français et 68 allemand du point de vue de la dynamique du processus de mobilisation, une différence majeure s'impose d'emblée : alors qu'en France, la mobilisation est le résultat d'un processus bref, rapide et spontané, qui se concentre pour l'essentiel sur un mois, les protestations en République fédérale se sont déroulées dans un processus relativement lent de mise en réseau de groupes et d'organisations qui s'est étendu au total sur trois ans, de 1965 à 1968. Loin d'être le fait du hasard, cette différence dans la durée de mobilisation est au contraire liée au caractère propre de chacun des mouvements, mais aussi à des « structures d'opportunité politique » spécifiques. La comparaison des mouvements étudiants en France et en Allemagne me servira d'exemple pour expliciter brièvement ce point.

Dans les deux pays, la révolte étudiante est à l'origine du processus de mobilisation du mouvement de 68. En France comme en République fédérale, les protestations étudiantes ont pour arrière-plan crises et conflits du système universitaire.

Quatre facteurs les déterminent :

- 1) l'expansion du système d'enseignement supérieur ;
- 2) les mutations fonctionnelles de la recherche et par voie de conséquence des universités ;
- 3) la dénonciation de structures d'autorité universitaires perçues comme irrationnelles (système mandarinal, structures semi-féodales du corps professoral etc.) ;
- 4) les débats publics autour de la nécessité d'une réforme du système d'éducation.

Ceci étant, ni dans un pays ni dans l'autre la protestation étudiante ne fut déclenchée par la mise en avant de ces questions structurelles. À son origine, on trouve bien plutôt des facteurs liés à des situations spécifiques, des remises en cause limitées, des provocations ou des ruptures de tabous provoquées par des petits

groupes d'étudiants décidés qui, par leurs modes d'action non conventionnels, tout autant que par les réactions des instances universitaires à leur égard, assurèrent la mobilisation d'une majorité étudiante jusque-là passive. À Nanterre comme à l'Université libre de Berlin, la mobilisation fut le résultat d'un enchaînement d'interventions de nature parfois triviale, mais qui enclenchèrent, en une sorte de dynamique autoreproductrice, un processus d'action gagnant des cercles étudiants de plus en plus étendus. Dans un pays comme dans l'autre, les réactions des professeurs et des instances universitaires aux mouvements de protestations étudiants furent très semblables, avec un même mélange de réforme et de répression. Et s'il est vrai qu'en France, l'escalade du conflit fut plus rapide et que la protestation étudiante y eut un impact politique plus fort, ce fait – telle est la thèse que je voudrais défendre ici – fut la conséquence de l'organisation du système d'enseignement supérieur français. La centralisation de l'administration universitaire qui, pour ne prendre que cet exemple, faisait dépendre les règles de visites des foyers d'une décision ministérielle, eut en effet pour résultat de politiser jusqu'aux revendications et aux protestations étudiantes les plus marginales, et de créer les conditions métamorphosant en un très bref laps de temps les affaires universitaires en affaires d'État. Du côté allemand en revanche, le fédéralisme du système d'éducation et la plus grande autonomie des universités firent obstacle à une politisation immédiate des conflits universitaires. Et même s'il est vrai qu'à Berlin les étudiants réussirent à faire passer la protestation universitaire dans l'espace public et à faire de conflits internes à l'Université libre une affaire engageant le Sénat, le gouvernement fédéral resta continuellement en dehors du conflit en matière universitaire.

Le gouvernement fédéral ne devint l'adversaire du mouvement étudiant qu'à la suite de la formation de la grande coalition (décembre 1966), du débat sur les lois d'urgence (*Notstandgesetze*) et de l'escalade de la guerre du Vietnam – c'est-à-dire à la suite de la prise en compte progressive par le mouvement étudiant de thèmes de conflit touchant aussi bien à la politique intérieure qu'à la politique extérieure. En Allemagne, la mobilisation étudiante se fit par l'intermédiaire de thèmes spécifiques, par l'élaboration de théories d'interprétation de la société (critique du parlementarisme, du fascisme, du capitalisme, de l'impérialisme) et par la volonté de les mettre en oeuvre dans la pratique. Cette mobilisation fut elle-même préparée par un intense et long travail de réflexion et de persuasion. La conséquence en fut – avec toutes les réserves qui s'imposent – que si la politisation des étudiants allemands fut plus lente, leur degré de politisation fut en revanche plus élevé, qu'il s'appuya sur des fondements théoriques plus élaborés et fut plus directement rattaché à des protestations liées à des thèmes spécifiques – ce qu'on appelait alors des « campagnes » (campagne contre les lois d'urgence, campagne contre le groupe Springer, campagne sur la justice etc.). Vis-à-vis de l'extérieur – et en particulier par comparaison avec la France –, ceci contribua à donner au mouvement étudiant allemand les apparences d'un mouvement plus politisé, plus théorique et plus réflexif – mais au prix, comme nous le verrons tout à l'heure, d'une restriction de sa marge de manoeuvre effective.

Un processus de mobilisation ne devient efficace – s'il faut en croire une des thèses développées par la recherche sur les mouvements sociaux –, qu'à partir du moment où un mouvement réussit à se trouver des alliés. Ces alliés, le mouvement étudiant allemand les trouva chez des socialistes, des chrétiens de gauche, des pacifistes, des syndicalistes, des intellectuels libéraux et des intellectuels de gauche ou radicaux. Contrairement à ce qu'on trouve parfois écrit en France, le mouvement étudiant allemand ne resta pas isolé. L'opposition extraparlamentaire (APO, *Außerparlamentarische Opposition*) qui se constitua en RFA à la fin 1966, avec la formation de la grande coalition, et dont le mouvement étudiant fut la force motrice, réunissait en fait trois mouvements particuliers : le mouvement étudiant, la campagne pour le désarmement (« mouvement des marches de Pâques ») et l'opposition aux lois d'urgence. Cette opposition extraparlamentaire se concevait elle-même comme un mouvement de défense de la démocratie dans une situation de menace des droits démocratiques fondamentaux. Cette menace paraissait représentée par les graves atteintes portées à la loi fondamentale par les projets de lois d'urgence, atteintes qui elles-mêmes rappelaient de manière fatale le rôle joué par la législation d'exception dans le processus de destruction de la première démocratie allemande. Faire obstacle aux lois d'urgence et donc – de manière plus générale – faire obstacle à une répétition de l'histoire en suscitant cette fois-ci une résistance démocratique face aux menaces autoritaires, tel était l'élément unificateur de la protestation extraparlamentaire. Avec la création du « comité urgence de la démocratie » (*Kuratorium Notstand der Demokratie*), le mouvement se dota d'un début d'organisation interne qui avait pour finalité de coordonner – par-delà leur hétérogénéité – les actions de ses différents groupements. Ce *Kuratorium* qui avait son siège dans les locaux du syndicat de la métallurgie à Francfort (IG-Metall) comptait quatorze représentants élevés d'organisations syndicales. Quoiqu'il en soit néanmoins, l'opposition extraparlamentaire ne réussit jamais à atteindre la dynamique exceptionnelle acquise en France par le mouvement étudiant à la suite du transfert de la protestation de l'université aux entreprises.

Une dynamique de mobilisation repose sur une interaction entre spontanéité et interaction. En France, la solidarisation entre le monde ouvrier et le mouvement étudiant ne fut pas la conséquence d'appels politiques ou de stratégies d'alliance organisées ; elle fut au contraire relayée par ce que Pierre Bourdieu appelle un « événement critique » qui, à partir d'une situation précise, provoqua le soutien spontané du monde ouvrier au mouvement étudiant. Cet « événement critique », c'est-à-dire la nuit des barricades (du 10 mai au 11 mai) opéra la synchronisation des perceptions de groupes sociaux hétérogènes et attira l'attention de l'opinion publique qui se mit à enregistrer avec attention ce qui se passait et qui, après la répression brutale des manifestations étudiantes par la police, vint se ranger du côté des manifestants. Suscité par la protestation contre la répression, la solidarisation des syndicats et de l'opinion publique dont la grève générale du 13 mai fut l'expression, se transforma en fait en un soutien actif des revendications étudiantes. Mieux

même : les revendications s'élargirent, ainsi que le montre le contenu des banderoles. À côté des trois revendications principales du mouvement étudiant (libération des camarades emprisonnés, réouverture de la Sorbonne, retrait de la police du Quartier Latin), apparaissent en effet des revendications plus larges touchant directement à une modification du régime politique après dix ans de pouvoir gaulliste (« Dix ans, ça suffit »).

La République fédérale eut elle aussi un « événement critique » comparable à la nuit des barricades : ce fut la mort de l'étudiant Benno Ohnesorg, tombé sous les balles d'un policier le 2 juin 1967. La mort de cet étudiant pendant une manifestation contre le Shah d'Iran fut interprétée comme un meurtre politique. Cet « événement critique » entraîna une solidarisation d'intellectuels et d'universitaires avec les manifestants étudiants. Après le 2 juin, le mouvement étudiant s'étendit au-delà de Berlin où il avait pris naissance dès 1965, pour gagner l'ensemble de la République fédérale. Cette mort tragique suscita la sympathie de l'opinion publique libérale. Suivant l'exemple des étudiants, l'intelligentsia libérale se mit alors à voir dans la répression policière des manifestations étudiantes une répression illégitime de la part de l'État et de la société, allant même jusqu'à les percevoir, dans le contexte allemand, comme l'expression de « tendances pré-fascistes ». Le 2 juin pourtant ne déboucha pas sur une grève de sympathie spontanée ou sur des grèves de solidarité. Ceci tient en partie à la tradition du mouvement syndical allemand et à ses extrêmes réticences à l'égard des grèves politiques ; mais ceci tient également à la manière dont les médias et les autorités publiques rendirent compte de l'événement. À les en croire en effet, Benno Ohnesorg aurait été la victime des violences étudiantes. Il fallut attendre plusieurs jours avant que soit connu le véritable déroulement des faits, et des mois même avant que le bourgmestre régnant de Berlin reconnaisse sa responsabilité politique et démissionne. L'opposition extraparlamentaire interpréta les événements du 2 juin à Berlin comme une anticipation des mesures d'urgence et assigna comme objectif premier aux protestations de faire obstacle aux lois d'urgence. Elle généralisa et politisa le 2 juin, mais fixa en même temps les mouvements de protestation autour d'un objectif politique proche orienté essentiellement vers la préservation de l'ordre politique et social. En France, la nuit des barricades fit surgir une situation dans laquelle, en particulier à la suite de la décision de Georges Pompidou de céder aux revendications étudiantes, l'opinion publique eut très vite l'impression que les potentialités politiques devenaient de plus en plus grandes et que s'ouvrait un horizon presque illimité de renouvellement social ; en République fédérale, à l'inverse, le mouvement suscité par le 2 juin resta fixé sur la défense des structures démocratiques, sans lien nécessaire avec la lutte pour une autre république. Pour mieux mettre en évidence les différences d'orientation et d'objectif nés du processus de mobilisation et en quelque sorte suscités par lui, il convient maintenant de regarder de plus près qui furent les groupes porteurs des mouvements de protestation.

Le long processus de mobilisation de l'opposition extraparlamentaire fut

porté par un réseau de groupes et d'organisations aux conceptions idéologiques et philosophiques divergentes. L'APO était en quelque sorte une « coalition négative » rassemblant des opposants à l'ordre établi. La coordination de ses actions eut pour arrière-plan une procédure législative qui occupait le Parlement depuis 1960 et dont dès le début les syndicats s'étaient faits les adversaires les plus résolus. Menacés par les projets de législation d'urgence dans leur autonomie et leur liberté d'action (en raison des limitations apportées au droit de coalition, à la liberté de réunion et à la liberté de choix d'une profession), les syndicats firent opposition aux projets législatifs, soutenus par un petit groupe de juristes et d'intellectuels. Mais si le mouvement syndical était uni dans son refus des lois d'urgence, il était en revanche divisé sur la question des moyens et des procédures à mettre en oeuvre pour y faire obstacle. L'organisation centrale des syndicats allemands, le DGB, défendait une stratégie d'opposition parlementaire misant avant tout sur un veto du SPD ; à l'inverse, plusieurs syndicats particuliers, dont l'IG-Metall, étaient décidés à user de tous les moyens possibles – y compris la grève politique – pour faire obstacle aux lois d'urgence. L'attention portée dans les milieux syndicaux et au-delà, à la minorité favorable à une action extraparlamentaire fut sensiblement renforcée à la suite de la décision prise par le parti social-démocrate de renoncer à son veto et de travailler non tant à un empêchement qu'à une modification des lois d'urgence.

La position défendue par la minorité syndicale reçut l'appui de nombre d'intellectuels d'origine social-démocrate déçus, mais aussi du SDS, c'est-à-dire de l'ancienne association d'étudiants du SPD qui avait fait scission en 1962. Ces derniers lancèrent des mouvements de protestation dans les universités, à base de congrès et de comités locaux d'action et d'urgence. Le SDS avait un double objectif : faire obstacle aux lois d'urgence et travailler en même temps à la constitution d'une opposition socialiste à la gauche du SPD. Se référant au modèle de la *New Left* en Grande-Bretagne et aux États-Unis, mais aussi de la nouvelle gauche politique et intellectuelle en France, le SDS voulait devenir le noyau autour duquel se cristalliserait la nouvelle gauche ouest-allemande et avait l'ambition de faire naître, en marge des partis et des organisations de la gauche établie, un mouvement de rénovation de la pensée socialiste, des stratégies de transformation et des conceptions du socialisme. Dans une telle perspective, le regroupement de l'opposition extraparlamentaire contre les lois d'urgence n'était qu'un moyen au service d'un objectif situé au-delà. Sensible aux modèles d'interprétation théorique de la société et aux objectifs politiques défendus par le SDS, le mouvement pour la paix et le désarmement vint le rejoindre dans l'opposition aux lois d'urgence, ce qui acheva de donner au SDS une position centrale dans le processus de formation de l'opposition extraparlamentaire. Une chose est claire néanmoins : ce n'est pas le SDS qui a « créé » l'APO, mais c'est bien plutôt le blocage institutionnel qui a créé les conditions permettant aux thèses d'un petit groupe porteur de rencontrer un écho plus large. La coordination de l'opposition extraparlamentaire a été rendue possible par la lenteur d'un processus parlementaire se traînant sur plus de trois législatures et finalement par la formation de la grande coalition. Ainsi voit-on se superposer les

conséquences non-voulues et les conséquences voulues d'une action politique. Ce point est très important à souligner, car les conditions dans lesquelles s'est formée l'opposition extraparlamentaire rendent compte en même temps de son horizon de possibilité. Insérée dans et par les débats constitutionnels sur la législation d'urgence, l'APO était une alliance défensive pour la sauvegarde de la démocratie de la loi fondamentale. Coalition de groupes et de mouvements hétérogènes, elle resta même dans sa phase offensive fixée sur cet objectif défensif : l'accord sur la réalisation et l'élargissement de l'article 20 (clause sur l'état social) fut à la fois son plus petit commun dénominateur – et son seul élément d'unité.

Le mouvement de mai en France n'a pas eu un système coordonné de groupes porteurs aux structures comparables à celles de l'APO. Les manifestations de protestation du 13 mai qui assurèrent, en réaction à la nuit des barricades, la rencontre entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier, ne devaient être, aux yeux des organisations syndicales, qu'une action de solidarité ponctuelle et limitée dans le temps – et non une alliance entre mouvement étudiant et milieu ouvrier. Aux origines du mouvement des grèves spontanées qui s'étendit d'entreprise en entreprise comme une réaction en chaîne, on trouve l'action exemplaire d'une petite minorité de jeunes ouvriers d'une entreprise d'État qui, d'eux-mêmes, décidèrent le 14 mai de cesser le travail et d'occuper leur entreprise. De ce point de vue, le processus de mobilisation du milieu ouvrier ressemble, dans ses débuts, à celui du milieu étudiant. À ses origines, on trouve l'autodynamisme d'une succession d'actions ressemblant à un processus interactif autogénéré. Les organisations syndicales se rallièrent au mouvement pour le structurer en lui fixant des objectifs. Alors que la CGT s'efforçait de canaliser la vague des arrêts de travail spontanés et des occupations d'entreprises pour leur faire retrouver le chemin traditionnel des conflits du travail et des conflits salariaux, la CFDT mit en avant un mot d'ordre – l'autogestion – qui donna une dimension nouvelle au mouvement à l'intérieur des entreprises. En se réclamant de l'autogestion, la CFDT cherchait en effet à atteindre, par l'intermédiaire de la prise en main par les ouvriers de la direction et de la gestion des entreprises, une modification des structures de direction et de décision des entreprises, une réduction des hiérarchies et des structures de domination, ainsi qu'une libération de la créativité ouvrière. Personne ne savait exactement comment concrètement et sous quelles formes juridiques et institutionnelles l'autogestion pourrait être mise en oeuvre et se développer ; mais les composantes antihiérarchiques et antiautoritaires de l'utopie autogestionnaire suffirent à unifier dans une même direction la protestation étudiante et la protestation ouvrière. La démocratisation des entreprises devait faire suite à la démocratisation des universités : « À la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion ». Il s'agissait là d'une « communauté d'aspiration » réunissant mouvement étudiant et mouvement ouvrier, si bien qu'on peut dire que la revendication d'autogestion conféra au mouvement de mai une orientation cognitive assurant l'intégration de mouvements sociaux hétérogènes. Cette rencontre autour d'un objectif commun fut rendue possible parce qu'à

l'intérieur du camp syndical (et tout d'abord à la CFDT), il y avait des cadres et des forces organisées de la nouvelle gauche capables de prendre en compte les impulsions antiautoritaires, antiétatiques, antibureaucratiques et antihiérarchiques du mouvement étudiant et de les rassembler en une formule ouvrant la possibilité d'une autre société et d'une autre république.

Si, faisant ici étape, on fait un premier bilan de cette comparaison entre le mouvement français et le mouvement allemand de 68, on peut constater que, tant en RFA qu'en France, la définition des objectifs des mouvements de protestation ne se réalisa que progressivement, dans le cours de l'action, et grâce au relais de groupes qui, chacun à leur manière, donnèrent structure au mécontentement et aux actions de protestation en les élevant à un niveau d'abstraction et de généralité dépassant ce qui, dans le concret, avait servi de déclencheur à la contestation (démocratie contre dictature, autogestion contre monarchie industrielle et administrative). En RFA, le processus de mobilisation du mouvement de 68, compte tenu de la stratégie d'action thématique des groupes hétérogènes rassemblés dans l'APO, se fit autour d'un objectif concret, politiquement fixé et déterminé, c'est-à-dire la lutte contre les menaces que faisait peser la législation d'urgence sur la démocratie ; en France, en revanche, le processus de mobilisation du mouvement de mai se fit autour d'une conception dépourvue de concrétisation instrumentale et juridique, l'autogestion, et donc autour d'un horizon ouvert de bouleversement social. C'est ce qui explique le regard de fascination porté par l'opposition extraparlamentaire sur mai 68 en France. Celle-ci ne réussit cependant pas, comme l'aurait voulu Hans Magnus Enzensberger, à créer en RFA « une situation française ». Les orientations prises par le mouvement de mai en France ne se prêtaient pas à une transposition pure et simple dans le contexte allemand, et ce pour deux raisons : d'abord parce que le modèle français d'autogestion s'opposait au modèle de la cogestion dont se réclamaient les syndicats allemands ; ensuite, parce que l'APO ne disposait pas à l'intérieur du mouvement syndical de relais de « nouvelle gauche » capables de donner forme, par des actions directes, des occupations d'entreprises et donc par une « mobilisation d'en-bas », à une autre stratégie de transformation et à un autre projet de participation.

En France comme en RFA, l'« ancienne gauche » – en l'occurrence la CGT – refusa de prendre en compte l'objectif de l'autogestion comme élément central du processus de transformation sociale, s'employant au contraire à la discréditer en tant que « formule creuse ». Attachée aux procédures rapides d'arbitrage salarial négociées, la CGT mit tout le poids de son organisation au service d'une dédramatisation de la crise sociale et d'un retour du mouvement dans les voies classiques du compromis d'intérêts. Elle ne réussit cependant pas à faire accepter par la base gréviste ses modèles traditionnels de résolution de conflit. Du coup, la nouvelle gauche non communiste se vit de nouveau offrir l'opportunité d'une relance du mouvement de grève et d'une réorientation en direction d'une mutation démocratique de l'ensemble des institutions sociales allant au-delà des revendications d'amélioration matérielle. Entretemps cependant, s'était opéré un

déplacement du niveau auquel se déroulait le conflit social. Au plus tard depuis l'échec des négociations de Grenelle le 27 mai, l'heure des partis avait sonné.

Pour atteindre leurs objectifs, les mouvements sociaux – si l'on suit les modèles de la recherche en sciences sociales – ont besoin du relais de « médiateurs » qui assurent leur passage au niveau du système institutionnel établi. À côté des médias, les organisations intermédiaires (groupements d'intérêt, partis) jouent en la matière un rôle déterminant. Comment ont-elles réagi aux mouvements de 68 ? Si l'on compare la réaction des partis politiques en RFA et en France, on constate que leurs manières de percevoir et de prendre en compte la protestation sociale ont été sensiblement différentes. En France, 68 a provoqué une polarisation de l'ensemble du système des partis ; en RFA, en revanche, l'APO n'a pas réussi à briser le consensus partisan sur lequel reposait la grande coalition. Cette différence ne tient pas seulement à la plus grande force du mouvement social en France avec ses 7,5 à 9 millions de grévistes ; elle renvoie également à des différences structurelles du système des partis. En RFA, après l'interdiction du parti communiste en 1956, aucune autre formation politique n'avait réussi à s'établir à la gauche du SPD ; en France, en revanche, il y avait trois partis de gauche et parmi eux, avec le PSU, une organisation politique de la « nouvelle gauche ». Avec leurs plans pour la formation d'un « gouvernement de transition » (PSU), d'un « gouvernement provisoire » (SFIO) ou d'un « gouvernement populaire » (PCF), ils poursuivaient des stratégies divergentes pour la réalisation d'un changement de gouvernement ou de régime, et n'avaient qu'un seul dénominateur commun : leur détermination à proposer à l'opinion publique une alternative légitime et démocratique au pouvoir gaulliste, à transformer la crise sociale en une crise politique et à poser – ne serait-ce qu'à titre de problème – la question du pouvoir. Jamais on ne songea à quelque chose de comparable à l'intérieur des partis de la RFA. Il y avait certes une opposition interne à la social-démocratie, hostile à la formation de la grande coalition et à l'attitude du parti sur la question de la législation d'urgence ; mais cette opposition ne représenta jamais un réel défi pour le parti social-démocrate ni pour le système politique dans son ensemble. Le seul parti d'opposition à l'époque de la grande coalition – les libéraux du FDP – s'associa sur certains points aux protestations de l'opposition extraparlamentaire ; mais il était totalement exclu – tant en raison de sa faible base électorale qu'en raison de son orientation idéologique – que le FDP pût se poser en noyau de cristallisation d'une alternative politique. Dans ces conditions, il ne restait plus au mouvement de 68 qu'une seule alternative : le passage de l'opposition extraparlamentaire à l'opposition antiparlamentaire ou à l'inverse la transformation du mouvement en un parti. Ces deux hypothèses furent intensément débattues, mais avec le résultat qu'on peut imaginer : l'ébranlement du consensus fragile sur lequel reposait l'alliance de groupements hétérogènes – et donc l'affaiblissement de l'APO.

Réussi en France, alors qu'il resta bloqué en RFA, le transfert de la protestation sociale dans l'arène politique par l'intermédiaire des partis politiques, représente un élément central de la dynamique politique du mouvement de mai. Il ne

suffit cependant pas à expliquer la crise profonde dans laquelle tomba le régime gaulliste durant les derniers jours de mai. Il convient donc maintenant de prendre en compte cet autre facteur essentiel à l'efficacité mobilisatrice des mouvements sociaux que représente la réaction du gouvernement et de l'État. Leurs réactions possibles – intégration, répression ou réforme – ont en effet une influence décisive sur le déroulement des mouvements de protestation, puisque selon les cas, elles peuvent soit amortir la vague protestataire, soit briser son élan, soit au contraire contribuer à son escalade. Ma thèse est qu'en France, les autorités politiques ont contribué de manière essentielle à l'aggravation de la situation conflictuelle, au point même que l'on peut dire que la crise dans laquelle tomba le régime gaulliste fin mai fut partiellement le résultat de sa propre politique. Cette crise résulta pour une part des blocages entraînés par la structure bicéphale du pouvoir et les différences de politique menées par le président de la République et son premier ministre ; mais elle résulta également des conséquences indirectes et non intentionnelles de décisions politiques. Alors que Georges Pompidou défendait une stratégie de concessions, de pacification et d'institutionnalisation des conflits sociaux destinée à déboucher sur un compromis social négocié, le général de Gaulle, après son échec à imposer face à Pompidou une stratégie de répression, misait, lui, sur une politique de réformes. En annonçant le 24 mai, au plus fort de la crise sociale, un référendum sur la participation, de Gaulle non seulement rendit plus difficile une solution négociée au conflit social, mais de plus contribua à relancer ce que la stratégie de Pompidou cherchait précisément à atténuer, c'est-à-dire une nouvelle politisation du mouvement et – en posant la question du pouvoir – une nouvelle vague de mobilisation. Il dramatisa en quelque sorte la question du pouvoir et contribua ainsi à créer une situation offrant aux intentions de l'opposition de réelles chances de réussite. L'échec des négociations de Grenelle (27 mai) auxquelles Georges Pompidou avait attaché son prestige, affaiblit la position du gouvernement. L'anticipation de l'échec du référendum dans un contexte marqué par la persistance des grèves et la crise gouvernementale engendra une situation de vide du pouvoir dans laquelle un changement de pouvoir apparut non seulement pensable, mais également techniquement possible et constitutionnellement réalisable. Le régime gaulliste vacilla, mais il ne s'effondra pas. La chance d'un changement de pouvoir ne se réalisa pas. Deux facteurs furent décisifs : les dissensions à l'intérieur de l'opposition, et de l'autre, une décision politique qui permit au gouvernement de reprendre la maîtrise de l'initiative.

De la même manière que la CGT faisant front contre l'autogestion, le PCF mobilisa toute sa puissance organisationnelle contre la possibilité d'un gouvernement de transition ou d'un gouvernement provisoire dirigé par Pierre Mendès France. De son côté, la FDGS de François Mitterrand ne soutenait que modérément cette hypothèse. La dissension entre la gauche traditionnelle et la « nouvelle gauche » fit obstacle à la formation d'une opposition de gauche unifiée au gouvernement gaulliste. En renonçant – sur les instances de Georges Pompidou – au référendum et en décidant de nouvelles élections législatives, le général de Gaulle fit rentrer le

30 mai le combat politique dans la voie des conflits d'intérêts politiques traditionnels. La décision politique prise alors eut pour effet de stabiliser le gouvernement dans la mesure où elle rendit possible une intégration parlementaire et une institutionnalisation des conflits politiques.

À la différence du gouvernement français, la grande coalition allemande ne dévia jamais de son cours politique. En dépit des protestations, elle fit passer la législation d'urgence au Parlement grâce à sa majorité des deux tiers. Le SPD s'engagea à faire aboutir une modification des lois, mais n'envisagea jamais de remise en cause des principes sur lesquels reposait sa position, excluant de ce fait de poser la question de la coalition. La ratification de la législation d'urgence par le Parlement en RFA et l'annonce de nouvelles élections en France eurent lieu le même jour, c'est-à-dire le 30 mai. Dans les deux pays, les mouvements de mai commencèrent alors de se défaire. Privée de l'élément de conflit qui avait fait jusque là son unité, l'opposition extraparlamentaire éclata. On mit certes encore en avant pendant le mois de juin le mot d'ordre « l'urgence continue », mais avec la ratification des lois, les syndicats s'étaient retirés des structures de l'APO. Le comité « *Notstand der Demokratie* » fut dissous dès 1968 ; la « campagne pour la démocratie et le désarmement », ainsi que le SDS, se sabordèrent d'eux-mêmes en 1970. Les deux années précédentes avaient été des années de paralysie durant lesquelles l'intensité des débats internes autour de questions institutionnelles ou autour de la question de l'usage de la violence avaient rendu impossible toute forme d'opposition active et efficace. L'APO se scinda en groupes rivaux, partis, sectes, subcultures, cellules rouges, *Rote Armee Fraktion*, mouvements successeurs (féminisme, écologie). Les nouveaux groupements issus de l'éclatement de l'APO continuèrent leur travail d'action et de mobilisation (dans les universités, jusqu'au début des années soixante-dix) ; mais ils furent incapables d'enclencher une vague mobilisatrice comparable à celle de l'APO. Un mouvement social est plus que la juxtaposition de groupes porteurs. Pour se constituer comme tel, il a besoin d'une identité collective. L'APO avait bénéficié de l'identité collective fournie par l'idéologie intellectuelle de la nouvelle gauche ; après son éclatement, aucune identité collective nouvelle ne prit sa relève.

Le processus de démobilité du mouvement de 68 en France fut semblable au processus allemand. Sa dynamique fut brisée par l'annonce des nouvelles élections et le combat électoral, le principe de la démocratie indirecte et représentative l'emportant dès lors sur le principe de la démocratie directe exercée et pratiquée dans la rue, dans les entreprises et les facultés, ce qui assura du même coup le retour sur le devant de la scène des forces politiques organisées et établies. Dans les entreprises, le mouvement de grève se désagrégea dans les mois de juin et juillet, dans la mesure même où la réinstitutionnalisation, secteur par secteur, des modèles traditionnels de résolution négociée des conflits sociaux et, du même coup, la restauration du monopole représentatif des syndicats l'emportaient sur les revendications de participation directe. Les tentatives alors entreprises de

contrecarrer cette évolution par le recours à l'action directe, voire à la violence (ainsi à Flins), accélèrent le processus au lieu de le ralentir. Le mouvement étudiant retomba dans l'hétérogénéité politique et la fragmentation en groupuscules d'avant le printemps. Comme en Allemagne, il éclata en groupements idéologiques rivaux et en organisations de cadres militantes. Si bien qu'au terme de cette évolution on assista à une double restauration : celle d'une part du système institutionnel établi avec ses mécanismes de compromis d'intérêts politiques et économiques, et celle, d'autre part, de l'ancienne gauche politique au détriment de la nouvelle gauche. En France comme en République Fédérale, le système institutionnel releva le défi de la contestation par le mouvement de 68.

Le mouvement de 68 n'en représente pas moins une césure dans l'histoire récente des deux pays. En opposant à l'ordre politique, social et culturel de ces sociétés industrielles avancées des projets d'organisation alternatifs, il fit éclater pour un bref moment la « société unidimensionnelle » et ses mécanismes d'intégration, mit en avant un contre-pouvoir politique et des contre-pouvoirs culturels et donna libre cours à des visions inédites de changement social. L'horizon d'orientation de ces mouvements qui se concevaient eux-mêmes comme l'expression d'une nouvelle gauche, était antiautoritaire et individualiste, libertaire et socialiste, démocratique, antiinstitutionnel et antibureaucratique. L'utopie directrice était en quelque sorte celle d'une libération des « prisons d'acier de la soumission » (Max Weber) dans lesquelles l'initiative individuelle est bloquée par le pouvoir exercé sur les personnes par les systèmes de production et de distribution des biens, et où l'individu, dans tous les segments de la société moderne, est dans la dépendance d'instances bureaucratiques et hiérarchiques. Il s'agissait là d'un programme qui remettait en cause les tendances séculaires du processus de rationalisation des sociétés occidentales et contestait les modes d'existence de la modernité et les structures politiques, économiques, sociales et culturelles sur lesquelles elle repose. La fascination de ce programme ou – pour reprendre la langue de l'époque – de leur utopie concrète a survécu aux mouvements de 68.

DISCUSSION

Robert Frank

Cet exposé nous fournit une grille de lecture intéressante car ce qui est au centre de notre réflexion c'est la relation entre ce que l'on peut appeler les groupes porteurs et le mouvement social en général, les relais entre ces groupes et les partis, entre ces groupes et les syndicats.

Est-ce que l'on perçoit des différences entre la France et la République fédérale d'Allemagne dans l'après 1968 ? Je vois bien le mouvement post-68 en France, non seulement la vie des groupes et des groupuscules mais aussi les relais qui peuvent

exister dans la société (le mouvement étudiant continue et le mouvement lycéen se développe surtout après 68), et j'aimerais savoir quels sont les relais après 68 en Allemagne, en dehors des groupuscules, dans les profondeurs de la société allemande. En quoi 1968 change ou non la culture politique en Allemagne ?

Ingrid Gicher-Holtey

Le 30 mai 1968 représente une rupture, il y a une césure entre le mouvement de l'avant (celui de l'APO) et l'après 68 marqué par le terrorisme. L'après 68 est un autre mouvement avec une autre orientation cognitive, sans objet politique qui puisse réunir les groupes, très hétérogènes et divisés.

Étienne François

La dynamique qui a été enclenchée par 68 est une dynamique à la fois du futur et du regard sur le passé avec la prise en compte du passé nazi. Le débat autour du nazisme, des responsabilités de la société allemande, de l'État allemand est amorcé dans les années soixante, avec une volonté de dissociation par rapport à ce passé et le sentiment très fort que l'Allemagne d'après 1945 n'a pas opéré suffisamment la rupture à l'égard de ses origines. Ce débat est essentiel dans la cristallisation intellectuelle qui précède 68 et se poursuit au-delà. Vis à vis du présent et de l'avenir, il y a une accélération du processus d'intériorisation des valeurs et des pratiques démocratiques (il s'agit d'une conception foncièrement occidentale de la démocratie). Cette intériorisation des valeurs et des pratiques démocratiques a deux conséquences que je donne à titre d'exemples : succession de réformes dans le système éducatif et dans la pratique des enseignants (l'Allemagne de l'Ouest se dote d'un système d'enseignement primaire, secondaire et supérieur beaucoup plus libéral que celui conçu dans les autres pays) ; distanciation très forte par rapport à la RDA en tant que modèle.

Michelle Zancarini

À propos de la césure du 30 mai en Allemagne, je crois que les premiers actes de la future Fraction armée rouge ont eu lieu avant le 30 mai. Se considéraient-ils dans le mouvement APO ou à l'extérieur ?

I. Gilcher-Holtey

Il y avait de nombreux groupes qui avaient des stratégies différentes. Les dirigeants du SDS n'ont pas accepté la stratégie de la future Fraction armée rouge – même si Rudi Dutschke a parfois joué avec l'idée de travailler avec une petite bande financée par Feltrinelli – ils ont débattu de cette idée mais ne l'ont jamais réalisée. Ainsi ces militants étaient à la fois dans le mouvement et se sont mis dehors pour accomplir ces actes.

Geneviève Dreyfus-Armand

– Ce que vous dites sur l'évolution plus lente de la formation du mouvement étudiant allemand est très intéressant, mais peut-on en déduire que le mouvement étudiant allemand était plus politisé que le mouvement français ? Ne peut-on pas dire plutôt que le nombre d'étudiants politisés est plus important en Allemagne qu'en France ?

– À propos de l'autogestion : il est peut-être hasardeux de dire que l'utopie autogestionnaire a servi à unifier la protestation étudiante et ouvrière, car à mon avis l'idée d'autogestion a été mise en avant plus tard.

– Comment voyez-vous les rapports entre mouvements étudiants allemands et français. Selon moi le mouvement étudiant allemand a été un modèle pour le mouvement étudiant français. De nombreux responsables du SDS sont venus en France, particulièrement à Nanterre, et le mouvement français a importé d'Allemagne des formes de lutte.

Alain Monchablon

Sur ce dernier point, j'ai l'impression que l'influence allemande a eu un effet d'accélération sur le mouvement étudiant français dans les six à dix mois qui ont précédé mai 1968, en ce sens que pas mal de revendications traditionnelles, « syndicales » du mouvement étudiant français étaient ou semblaient satisfaites déjà en Allemagne et en particulier à l'université libre de Berlin et que donc il ne fallait pas se contenter de demander ce que les Allemands avaient déjà, il fallait se mettre au niveau du mouvement allemand (contre-cours, université critique et mise en cause de la société à partir de l'université...). Le mouvement allemand a donc eu un effet d'accélération sur le mouvement français et l'a fasciné.

I. Gilcher-Holtey

Le mouvement allemand était plus politisé que le mouvement français parce que les groupes porteurs comme le SDS ont travaillé sur le marxisme des années vingt, sur la théorie de l'École de Francfort et sur la théorie de la nouvelle gauche. Ils ont élaboré cette théorie après la scission du SDS et du SPD (1961/1962) et ils ont mis l'accent sur le marxisme car il n'existait pas de parti communiste en Allemagne. L'Église protestante, par ailleurs a aussi travaillé sur le marxisme à travers l'étude des rapports du christianisme et du marxisme. Cette élaboration théorique du marxisme dura de 1961/1962 à 1967/1968. C'est la raison pour laquelle de nombreux étudiants sont politisés. Bien sûr, en France, les trotskistes et les maoïstes le sont aussi mais les tracts allemands que j'ai étudiés sont plus théoriques que les tracts français.

M. Zancarini

Il me semble qu'il y a eu dans les groupes français un effort non pas de rattrapage par rapport au marxisme mais de critique du marxisme notamment dans les cercles de l'Union des étudiants communistes (entre autre dans les cercles de réflexion d'ENS-Ulm). Ce qui est certain c'est que le phénomène a été cantonné dans des cercles restreints par rapport à la politisation de l'ensemble du mouvement.

I. Gilcher-Holtey

– La différence est que tous ces groupes, communistes, trotskistes, maoïstes ne sont pas les premiers groupes porteurs du mouvement, ils entrent dans le mouvement mais l'initiative ne vient pas de ces groupes. L'initiative vient du mouvement du 22 mars, mouvement qui voulait se différencier totalement des « sectes communistes, trotskystes, etc... » et voulait ressembler au SDS. L'autre groupe porteur ce sont les situationnistes. On retrouve d'ailleurs en Allemagne dans le milieu étudiant des petits groupes situationnistes qui jouent un rôle important– Rudi Dutschke est membre d'un des ces groupes – et le SDS est influencé par ces groupes. Mais le SDS qui a fait tout le travail théorique est le groupe porteur d'avant-garde dans le processus de mobilisation.

– Pour en revenir à l'autogestion, je reconnais que l'idée d'autogestion est postérieure à 1968 et que c'était l'idée d'une minorité à la CFDT. Le 14 mai la CFDT lance ce mot d'ordre pour être à l'avant-garde, mais comme toujours la difficulté est de faire passer le message de la centrale à la base. D'après le livre de Dubois et d'autres sociologues français sur les entreprises en France, dans les entreprises où la CFDT était dominante et où elle a lancé l'idée d'autogestion, la structure de la grève a été plus politisée, il y a eu moins d'actions, plus de discussions, moins d'améliorations matérielles, plus de réformes de structures des entreprises. L'autogestion est un mot clé pour comprendre la fascination que cette grève a suscité dans la population en général. C'est une grève en faveur d'une autre société et c'est l'autogestion qui fait le lien entre mouvement étudiant et entreprise.

Danielle Tartakowski

Je crois qu'il y a un problème de méthode et de rapport entre sciences humaines. L'ouvrage que vous citez (Dubois) a été fait à chaud (1970 ou 1972) et les auteurs ont choisi un certain nombre d'entreprises qui pouvaient fonder leur thèse. Mais vingt ans après, quand on multiplie les monographies de grèves, on s'aperçoit qu'il y a une grande diversité de situations. Le problème historiographique que l'on trouve en France pour 1936 comme pour 1968 c'est la difficulté d'étudier une grève générale.

R. Frank

Le thème de l'autogestion illustre la complexité de la rencontre – ou de la non-rencontre – entre ouvriers et étudiants. L'autogestion constitue à la fois un point de rencontre très fort et un lien assez limité quand on pense à tous les groupes porteurs ouvriers qui n'appartiennent pas à la CFDT et ne croient pas à l'autogestion ainsi qu'aux étudiants qui ne pensent pas à l'autogestion.

I. Gilcher-Holtey

– Certes, l'autogestion ne rassemble pas un grand nombre de personnes en France mais en Allemagne elle ne représente rien. Par ailleurs l'autogestion est importante pendant une durée assez courte, du 16 mai au 27 mai, pendant la phase d'expansion de la grève. Elle fournissait un but qui était plus élevé que les accords de Grenelle.

– Les influences réciproques entre les deux mouvements étudiants allemand et français peuvent être envisagées de deux points de vue différents. Si l'on met l'accent sur les années 1967 et 1968 la relation entre les deux mouvements est spéciale : il y avait des émissaires (dont Jean-Marcel Bouguereau) qui faisaient le lien entre l'UNEF et le SDS et qui organisaient des séminaires communs entre Berlin et Paris pour débattre de l'université critique, de la stratégie escalade/provocation et du Tiers-monde. Alain Krivine va à Berlin pour le célèbre congrès Vietnam international en février 1968 et parle avec Rudi Dutschke. Mais si on met l'accent sur les années 1960-1967, les choses se présentent différemment. Les groupes de gauche en Allemagne apprennent de nouvelles stratégies théoriques de la nouvelle gauche française (PSU) et veulent organiser un PSU allemand avec le SDS. D'autres sont plus théoriques, ils ont lu Serge Mallet, Henri Lefèbvre, *L'argument* d'Edgar Morin et apprennent les idées d'une nouvelle gauche intellectuelle. Ils se réfèrent également aux théories de l'école de Francfort – oeuvres interdites sous le nazisme et inconnues des étudiants dans les années 1950 – et lisent aussi Marcuse.